

COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT : A TRAVERS MODELES ET THEORIES.

Henri-Paul Bolap. PhD.

Introduction

PREMIERE PARTIE : LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT.

A/ - LA MODERNISATION;

B/ - LA DEPENDANCE;

C/ - LE DEVELOPPEMENTALISME;

DEUXIEME PARTIE : LES ECOLES COMMUNICATIONNELLES.

A/ - LE PARADIGME DE LA VICTIMISATION;

B/ - LES MODELES IDEOLOGIQUES;

C/ - LES MODELES DES EFFETS LIMITES;

CONCLUSION : Pour une approche contingente de la relation entre la communication et le développement.

Introduction

L'aviation fut à en croire les historiens, la découverte stratégique la plus importante lors de la lère guerre généralisée qui embrasa le monde contrôlé par les puissances occidentales, au tout début de ce siècle. Les blindés, leur grande mobilité et leur meurtrière efficacité sur les champs de bataille caractérisèrent le second conflit de même ampleur, de 1939 à 1945. Mais à la fin des hostilités, les principaux acteurs de ce drame (dans le camp dit occidental tout au moins), ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils devaient s'engager sur d'autres champs de bataille certes moins visibles et d'une violence moins perceptible, mais tout aussi mobilisateurs que le conflit ouvert dont ils venaient à peine de sortir. Certes il s'agissait toujours de lutter ensemble contre la « barbarie », des structures sociales et des institutions politiques « sauvages », non « civilisées » voire inhumaines. Mais cette fois l'action avait lieu sur une échelle plus grande et devait s'étaler plus longtemps dans l'espace. L'action était également urgente, les vainqueurs du dernier conflit mondial se devant de contribuer dans les meilleurs délais à l'émancipation politique, économique et sociale des peuples qu'ils tenaient sous leur joug depuis 100, voire 200 ans. Le défi était d'autant plus exaltant qu'il s'agissait, tout comme « Dieu-le-Père », de modeler à son image cette multitude de peuples épars que rien manifestement au départ ne rapprochait et qui se trouvaient à des stades d'« évolution » ou de « civilisation » très en retrait par rapport à celui que l'Occident prétendait avoir atteint.. Dans ce noble combat, la communication dont on commençait à peine à systématiser les règles de fonctionnement et les mécanismes d'appréhension mais qui, comme l'aviation et les blindés, avait montré son efficacité et son utilité potentielles lors de la dernière guerre généralisée avec la machine de propagande allemande dirigée par Goebels, apparut comme un instrument pouvant pleinement servir cette fin. En effet, tout comme le Verbe divin avait été à l'origine de la création du monde selon la Genèse, le nouveau Verbe rebaptisé « communication » pouvait faciliter cette « re-crédation » qu'était le développement des peuples et territoires nouvellement conquis ou « découverts ». Des peuples qu'en d'autres termes on sortait de la nuit des temps, du magma primitif. C'est pourquoi dès la fin des hostilités en 1945, de nombreuses théories furent élaborées par des penseurs occidentaux dans le but de bien déterminer le rôle et la place de la communication dans ce processus, étant entendu que celui-ci (le

développement) ne concernait que les pays qui commençaient à s'agiter dans le but d'accéder à une gestion autonome de leur destin.

Dans une thèse de Doctorat en communication soutenue à l'Université du Michigan en 1986, Paul Siu-nam Lee a admirablement résumé les différentes approches tentées par diverses Ecoles de pensée occidentales (d'Amérique du Nord-principalement les Etats-Unis-et d'Europe occidentale) pour unifier les deux champs de connaissance relativement séparés qu'étaient auparavant la communication et le développement, en vue d'une action transformatrice rapide sur des peuplades aussi lointaines qu'arriérées. Les réfutations tiers-mondistes des postulats de ces Ecoles seront également discutées.

Dans un premier temps, nous présenterons les théories relatives au développement, avant de nous attacher en second lieu à l'explication des courants de pensée ayant traité au cours des dernières années de la relation entre la communication et le développement. En conclusion, nous releverons très brièvement les insuffisances de cette étude (par ailleurs remarquable par la finesse de l'analyse et l'exhaustivité des données recueillies), avant d'esquisser une des perspectives pouvant permettre d'entrevoir une sortie de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la problématique de la communication et du développement.

PREMIERE PARTIE : LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT.

Avant toute présentation de ces théories, il importe de donner de prime abord au moins une définition opérationnelle de ce qu'est le développement. La première conception de ce processus qui soit venue à l'idée des théoriciens, hommes et femmes politiques ou d'affaires des pays dits développés et de ceux qui étaient à développer, est celle d'une évolution régulière, unidimensionnelle et universelle devant surtout suivre le modèle que présentaient les pays occidentaux. Les principales composantes sinon les critères du développement ainsi conçu sont politiques, économiques et sociales.

1/ - Politiques parce que l'on considère que les pays sous-développés sont ceux dont l'unité politique est à faire ou à parfaire, à travers l'unification et l'harmonisation de leurs territoires et sociétés tribales diversifiées;

2/ - Economiques et sociales, parce qu'en premier lieu c'est dans ces pays que la pauvreté est facilement mesurable en termes quantitatifs. Les 60% de la population mondiale qui y vivent doivent se partager un peu moins de 20% du revenu mondial, contre 60% de ce revenu confisqué par les 15% d'habitants de la planète se trouvant dans l'hémisphère dit développé. Ainsi et en second lieu, la modernisation des moyens et facteurs de production économique et des structures sociales de cette partie de la population mondiale est d'une urgente nécessité, fût-ce au prix de l'abandon de certaines traditions ancestrales qui, conservées telles quelles, seraient de nature à nuire voire à contrecarrer les progrès de cette partie du monde.

Le sous-développement est donc considéré comme une non-exploitation optimale de toutes les ressources économiques et sociales disponibles dans un territoire donné, aboutissant à une accumulation insuffisante de capitaux. Il est également vu comme une différence de structure et de nature entre les pays dits développés et les autres, dont les institutions sociales et économiques ne fonctionnent pas en harmonie, en vue de permettre une telle accumulation. Il ne peut par conséquent y avoir du sous-développement que par rapport à un modèle idéal de développement politique, économique et social. Toutefois, à l'instar de Téhéranian, Siu-nam Lee constate dans son étude qu'il existe de profondes différences dans l'évolution suivie par l'Occident d'abord, par les autres pays ensuite, sur cette voie royale du développement. En effet, si dans le premier cas les moyens institutionnels et structures sociales évoluèrent de concert avec les nouveaux besoins suscités par les grandes transformations qu'entraîna le développement, il n'en fut pas de même pour le Tiers-Monde. Les sociétés et cultures des pays regroupés sous cette appellation générique furent pour leur part durement violentées, déformées et dans certains cas réformées par les puissances mercantilistes et colonisatrices, afin qu'elles satisfassent à des exigences, attentes et impératifs de « développement » que les puissants du jour imposaient et qui étaient parfaitement inconnues de ces pays soumis auparavant. C'est ainsi que naquirent les théories de la modernisation, afin de fournir un cadre idéologique cohérent à cette entreprise d'acculturation et d'assimilation.

A/ - LA MODERNISATION.

Les théories économiques entrant dans cette orientation avancent trois postulats principaux : l'accroissement de la richesse du pays, la personnalité moderne et les différenciations structurelles.

- Sur le premier point et pour cette théorie, seul l'accroissement de la richesse d'un pays est de nature à permettre une meilleure distribution de la prospérité ainsi générée jusqu'aux populations les plus démunies. Le facteur primordial de tout développement est donc en premier lieu la croissance économique. En second lieu intervient un élément psycho-sociale, qui est une personnalité « moderne ».

- La personnalité moderne.

Le deuxième postulat de base de cette théorie soutient que la pauvreté prend racine dans la culture des peuples dits sous-développés. L'absence de croissance économique s'expliquerait ainsi en grande partie en termes psycho-sociaux ou psycho-culturels. Pour un des tenants de cette approche, Lewis (1961), les pauvres entretiennent un certain nombre d'attitudes et de comportements qui renforcent leur pauvreté. Ces attitudes et comportements sont ensuite transmis à leurs enfants, ce qui contribue à perpétuer leur état de dénuement. Lerner (1958), l'un des théoriciens de la modernisation les plus connus, a énuméré les attitudes et comportements désirables de la part des habitants des pays pauvres afin d'accéder au paradis du développement. Il s'agit entre autres à son avis, de l'empathie ou ouverture aux autres, du cosmopolitisme ou ouverture au monde, de l'alphabétisation et de la mobilité physique ou psychologique. Mc Clelland et Hagen (1961) cités par Siu-nam, parlent pour leur part d'« entrepreneurship » ou esprit d'entreprise comme attitude favorable au développement, en opposition à l'autoritarisme, à la rigidité et à la peur du changement qui caractériseraient généralement les populations des pays pauvres et qui les empêcheraient de se développer. Smith et Inkeles (1974) ont quant à eux déterminé les indices de la modernité sur trois perspectives : analytique, topique et comportementale. Ils ont ainsi découvert que les personnes « modernes » étaient orientées vers le futur, avaient confiance en elles-mêmes et valorisaient les compétences techniques. La structuration des sociétés dans lesquelles vivent ces populations contribue également à les maintenir dans le cercle de la pauvreté.

- La différenciation structurelle. Pour Smelser (1976) repris par Siu-nam, une société et une économie développées sont caractérisées par des structures hautement différenciées, alors qu'une société ou une économie de type sous-développé se caractérise par une absence relative de différenciation. Ce terme traduit depuis Weber et Durkheim, la spécialisation et l'autonomisation des différentes unités qui composent un groupe social, tant en matière économique que sur le plan politique, social et religieux. Pour Durkheim en effet, la croissance de la division du travail est un pré-requis pour l'établissement de nouvelles relations sociales caractérisant le progrès et la civilisation.

En dépit de ses charmes apparents, tenant surtout à la simplicité sinon à la facilité de ses arguments, cette théorie est fortement limitée dans sa vision du phénomène du développement. Elle sous-entend en effet que le développement est un processus fini, dont on peut retrouver l'idéal-type, après une démarche historique exemplaire s'illustrant dans la situation actuelle des pays occidentaux. C'est également une théorie victimisante pour les pays dits sous-développés, dans la mesure où elle les rend seuls responsables de leur état de pauvreté actuel. Par contre, par son ethnocentrisme occidental prononcé, cette conception ceint les pays « idéaux-types » du développement d'une auréole de gloire et de réussite digne de généraux romains de retour de campagnes militaires lointaines et victorieuses; elle les met sur un piédestal du haut duquel les « experts » de ces pays peuvent à satiété dispenser des leçons magistrales de développement aux autres.

Toutefois, les applications de cette théorie n'ont pas donné les résultats escomptés. La croissance n'a atteint un niveau suffisant pour permettre une redistribution égalitaire des richesses nationales à toutes les couches de populations dans les pays pauvres. Au contraire pour diverses raisons parmi lesquelles la cupidité et l'inconscience des détenteurs de capitaux et experts étrangers et des élites des pays du Tiers-Monde mêmes, les Etats pauvres se sont retrouvés après près de trois décennies de développement plus pauvres qu'auparavant, avec un endettement monstrueux et insurmontable. Les insuffisances de la théorie de la modernisation ont donc conduit d'autres théoriciens, (essentiellement issus quant à eux des pays qui étaient restés jusque-là des récepteurs et sujets passifs des théories et pratiques du développement), à reformuler le problème dans son ensemble. C'est de leurs travaux qu'est issue la théorie de la dépendance.

B/ - LA DEPENDANCE.

Cette nouvelle approche est partie du souci de replacer toute la problématique du développement dans un plus large contexte socio-historique. En l'occurrence il s'agissait de réexaminer la place de l'expansion mercantiliste du capital occidental dans la mise à jour du phénomène du sous-développement. Pour Prebisch et les penseurs d'Amérique du sud qui ont adopté ce cadre d'analyse du sous-développement, celui-ci ne peut être compris en ne tenant compte que du niveau national, car il n'est que le sous-produit de relations d'interdépendance entre les systèmes économiques actuels. C'est selon Dos Santos, une situation conditionnante dans laquelle les économies d'un groupe de pays dépendent de la bonne ou mauvaise santé de celles d'un autre groupe de pays. En fait, les Etats et

nations sous-développées sont pour cette approche les produits de forces historiques, spécifiquement celles déployées par l'expansionnisme européen pendant les cinq derniers siècles. Ce continent n'a donc pas « découvert » le sous-développement comme il le prétend, mais l'a créé. La dépendance dans laquelle ce sous-développement s'inscrit est essentiellement constituée de trois éléments : l'échange inégal, la création d'une élite parasite dans les pays pauvres et le blocage structurel.

- L'échange inégal, stigmatisé par le premier Président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor sous la périphrase de « détérioration des termes de l'échange », illustre le fait suivant lequel les prix des biens et services produits dans les pays périphériques sont fixés dans les places financières du Centre. Ces prix sont en constante diminution, alors que ceux des machines, services et équipements venant de l'Ouest et qui sont vendus au Tiers-Monde sont constamment revalorisés.

- L'Elite parasite est celle constituée dans ces pays périphériques par l'économie capitaliste mondiale. Son existence et ses intérêts reposent essentiellement sur des forces économiques extérieures aux pays dont cette élite est issue. Il s'agit donc là d'une complicité objective entre cette frange privilégiée de la population des pays et des intérêts capitalistes étrangers, complicité qui ne favorise pas l'éradication du sous-développement et contribue plutôt à l'enrichissement des pays déjà développés. On peut ainsi relever dans un récent numéro du périodique américain « Newsweek » (semaine du 17 avril 1989) que sur 100 milliards de dettes contractées à l'extérieur par l'Etat et diverses organisations du Mexique, 84 milliards appartenant à des élites de ce pays se sont retrouvés dans des comptes bancaires hors du pays, aux Etats-Unis et en Suisse essentiellement. Au Venezuela, c'est près du double de la dette extérieure évaluée à environ 30 milliards de dollars, qui a fui le pays grâce à des complicités intérieures, pour trouver refuge dans des banques étrangères. Il s'agit toujours selon « Newsweek », d'une somme de 58 milliards de dollars. Il en est pratiquement de même dans d'autres pays d'Amérique du Sud, notamment le Brésil avec 31 milliards de dollars à l'extérieur (sur une dette de 130 milliards de dollars et l'Argentine qui compterait 48 milliards de dollars opportunément et jalousement gardés hors de ses frontières par des élites irresponsables, alors que le reste du pays a du mal à rembourser une dette extérieure d'environ 90 milliards de dollars. Ces deux premiers éléments de la théorie de la dépendance permettent certainement de mieux comprendre le dernier, qui est le blocage structurel des pays pauvres.

- Le blocage structurel. Pour Samir Amin (1976), Delacroix et Ragin (1981), le développement suivant le modèle capitaliste est bloqué dans la périphérie pour deux raisons au moins : d'une part la compétition des industries les plus avancées

du centre qui perpétuent les modes de production pré-capitalistes dans cette périphérie; de l'autre une division mondiale du travail implicitement instaurée par les pays capitalistes et qui confine les autres à des secteurs de travail peu rentables et dépendants. Ainsi, un Etat pauvre ne pourrait prétendre se « développer » que lorsque le blocage structurel de l'économie mondiale actuel aura été levé. D'où les efforts déployés au milieu de la dernière décennie en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. En dehors de cette redéfinition des rapports économiques internationaux préconisée par l'Ecole de la dépendance, celle-ci suggère également le retrait des pays pauvres de l'économie-monde telle qu'elle fonctionne actuellement. Mais ces solutions semblent avoir été rejetées tant par les pays du Centre que par ceux de la périphérie. C'est pourquoi la réflexion théorique de l'Ecole de la dépendance a été complétée par l'apport des développementalistes.

C/ - LE DEVELOPPEMENTALISME.

- Cette approche se situerait entre l'Ecole de la modernisation et les théories de la dépendance. Ses tenants ne sont pas d'accord avec les doctrines libérales du laisser-faire et d'identification du développement avec la croissance économique comme le pensent les théoriciens de la modernisation. D'autre part, l'Ecole alternative de la dépendance ne les satisfait pas non plus, car à leur avis, elle ne suggère aucune solution concrète pour mettre fin à la pauvreté dans les pays du Tiers-Monde. Ainsi, tout en ne rejetant pas la critique structurelle de l'exploitation de la périphérie par le Centre, les développementalistes reconnaissent également le concept de la croissance économique comme élément déterminant du développement. Ils remettent cependant en question la fonction redistributrice de cette croissance et la grande impulsion qu'apporterait l'industrialisation à la croissance. Dans l'optique de cette critique, Myrdal (1968) a plaidé pour un égalitarisme économique et social conduit et contrôlé par l'Etat-Providence. Le développement vu sous cet angle devrait se réaliser sur trois plans : la réduction de la pauvreté et des inégalités, le plein emploi. Pour Seers (1969), si un pays a connu des améliorations dans ces trois secteurs, on peut y parler de développement. Par contre, si un déclin a été enregistré dans l'un de ces domaines, on est en présence du sous-développement, même si le P.N.B a par exemple doublé dans ce pays dans l'intervalle. Cette école a également valorisé la satisfaction des besoins fondamentaux des populations comme indice du développement. En d'autres termes, plus les besoins humains vitaux en matière d'alimentation, de logement, d'habillement, de santé et d'éducation sont satisfaits, plus tangible est le « développement ». Pour les tenants de cette Ecole, le développement doit être

conçu avant tout comme bien-être humain plutôt que comme mieux-être économique. A cet effet, ils donnent la priorité à l'agriculture plutôt qu'à l'industrie car la première permet au moins de nourrir convenablement les populations. Les développementalistes préconisent encore la redistribution des richesses nationales grâce notamment aux réformes agraires, aux impôts et taxes progressifs et proportionnels aux revenus des contribuables et surtout les héritages et marchadises de luxe importées; enfin une forte intervention de l'Etat dans les rouages économiques assurerait également une meilleure redistribution des fruits de l'effort collectif et des richesses nationales. Pour Siu-nam Lee, l'application des principes généraux de l'Ecole développementaliste pose un certain nombre de problèmes inextricables. Parmi ceux-ci se trouvent la définition des besoins fondamentaux, la détermination des causes ou des symptômes du développement et enfin le contexte socio-politique global dans lequel se situe cette analyse.

- Pour le premier point, cet auteur se pose la question de savoir qui va procéder à la définition des besoins vitaux et fondamentaux? Les consommateurs, les producteurs, médecins, enseignants et autres spécialistes?

- Sur le second point, son interrogation porte sur l'objet même de cette approche. Ne s'intéresse-t-elle pas qu'aux symptômes du développement, négligeant ainsi les causes du phénomène? Dans ce sens cette approche ne servirait-elle pas d'écran de fumée pour les tenants de l'approche de la modernisation, dans la mesure où les développementalistes reconnaissent un rôle à la croissance économique dans le développement? Cette croissance qui est considérée par les développementalistes comme un pré-requis pour la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, est aussi un des premiers indicateurs du développement pour l'Ecole de la modernisation.

- Enfin sur le dernier point, Siu-nam Lee estime que l'application de cette théorie est problématique, dans la mesure où elle implique des changements radicaux dans les systèmes de propriété, les relations de pouvoir et la structure de la demande, ce qui menacerait les intérêts des bénéficiaires de l'actuel système économique-politique, c'est-à-dire les élites locales et les firmes transnationales qui contrôlent en grande partie les économies des pays du Tiers-Monde.

Toutes les approches du développement ainsi passées en revue ont leurs ouvertures et leurs insuffisances. Elles incorporent toutes une acception de la communication qui, selon leurs conceptions, peut être un élément plus ou moins déterminant du processus du développement. Ce sont ces différentes perceptions de l'apport de la communication dans le développement que nous situons ci-dessous.

DEUXIEME PARTIE : LES ECOLES COMMUNICATIONNELLES.

Le rôle de la communication dans ce processus épouse assez étroitement les théories du développement présentées précédemment. Trois écoles communicationnelles se sont penchées sur les problèmes de développement : Celle qui pense que les médias ont un puissant impact dans tout processus de développement, celle qui tempère quelque peu cet optimisme et estime que les médias en particulier et la communication en général ont un effet limité sur le développement et enfin, celle qui analyse plutôt les apports idéologiques de la communication dans le développement.

A/ - L'Ecole Victimisante.

Comme on pouvait s'y attendre, le courant de réflexion en communication qui prête à celle-ci une grande importance pour le développement découle de l'Ecole économique de la modernisation. Celle-ci accorde en effet à la communication une place privilégiée dans la transmission et la coordination de nouvelles idées et pratiques venant d'une source extérieure à des publics de pays pauvres, considérés à priori comme incultes et passifs. Lerner et Scramm pensent ainsi qu'une communication bien élaborée peut permettre la création d'une « personnalité mobile » propice au développement. Les étapes de la modernisation prévues par Lerner et qui comprennent l'urbanisation, l'alphabétisation et une plus grande exposition aux médias, sous-tendent l'établissement et la création de nouveaux réseaux de communication, établissant une division étanche entre les émetteurs (en l'occurrence les pays développés et les organismes publics ou privés en dépendant) et les récepteurs qui ne peuvent être que les élites et populations des pays pauvres. Pye repris par Siu-nam Lee résume bien la position de la théorie victimisante de la communication pour le développement (économique ou politique) lorsqu'il affirme que :

The problem of political development is one of cultural diffusion, and of adopting and adjusting old patterns of life to new demands. As communication is the web of society, its flow determines the direction and pace of dynamic social development.

Pour eux tous, une société sous-développée ayant des chances de s'en sortir en est une où les flots de communication, les idées et pratiques venus d'ailleurs mais qui

ont pour but la modernisation, sont reçus, adoptés et appliqués par les populations auxquelles ils s'adressent. Il n'en est cependant pas ainsi pour ceux qui soutiennent une position contraire, celle des effets idéologiques de la communication dans le développement.

B/ - Le paradigme des effets idéologiques de la communication.

Ce modèle prend en considération l'impérialisme culturel et conçoit le rôle de la communication dans le développement comme globalement négatif. Dans la mesure où l'impérialisme culturel postule au départ que les pays riches ont le droit sinon le devoir de modeler les besoins et désirs économiques des populations du Tiers-Monde à l'image des leurs, la communication joue un grand rôle dans ce processus d' « évolution » vers la modernisation et le développement. En effet pour cette théorie, les mass-médias jouent un important rôle dans la dépendance des pays pauvres par rapport aux pays riches, en fournissant à ces derniers un appareillage idéologique légitimant les rapports inégaux au bénéfice des exploiters. Sur le plan international, ce sont en effet les rapports de pouvoir entre Etats qui donnent sa forme actuelle au système et aux contenus des communications. Le marxisme démontre parfaitement cette articulation sinon cette connivence entre la communication et les rapports de domination économique et politique aux niveaux intra et international, en estimant que les mass-médias font partie de la superstructure de toute société. Celle-ci est déterminée par l'infrastructure économique du groupement social en question. En tant que partie de la superstructure d'une société composée de classes antagonistes, les médias tendraient à épouser les intérêts de la classe dominante, avec pour rôle spécifique de produire et perpétuer une fausse conscience auprès des couches dominées en vue de leur voiler la réalité sociale effective. Les médias auraient donc pour objectifs de cacher ou tout au moins d'atténuer la virulence des antagonismes sociaux et de maintenir le statu quo, au bénéfice des classes dominantes. Pour Schiller, Nordenstrend, Varis, Beltran, Hamelink, Armand et Michèle Mattelart, les médias ont un rôle négatif dans le développement s'ils sont contrôlés par les centres de pouvoir (économique ou politique) de l'actuel système mondial, car ils légitiment et facilitent la perpétuation de la répartition inégale des valeurs socio-économiques et du pouvoir politique.

Le dernier courant de pensée sur le rôle de la communication dans le développement s'interroge quant à lui et à juste titre, sur la réalité des effets présumés ou prétendus découlant de la mise en rapport de ces deux termes.

C/ - LE MODELE DES EFFETS LIMITES.

Elaboré en réaction aux postulats du modèle victimisant, qui mettent l'accent sur des variables psycho-sociales et culturelles inhérentes aux populations à développer, celui des effets limités issu des théories développementalistes, met en doute la position suivant laquelle le changement d'un état initial « traditionnel » à un état final « moderne » est une condition essentielle pour le développement. Ce cadre conceptuel rejette également la position des théoriciens de la dépendance pour qui la communication a nécessairement un impact négatif sur le développement, parce qu'elle servirait d'abord à perpétuer les inégalités préexistantes, sur les plans national et international. Pour Mouzelis, Tichenor, Shingi et Bela Mody qui défendent cette approche (Siu-nam Lee, 1986 : 44)

Communication is not the real solution to the complex problems of development.

L'essentiel pour eux réside dans l'examen global du contexte social dans lequel se situent les processus de développement. Ce contexte appelle des changements structurels cruciaux aux niveaux politique, économique et technologique. La communication doit seulement compléter ces changements. Contreas résume assez bien la position de ce courant lorsqu'il estime que (Siu-nam Lee, op. Cit., p. 44) :

The first important lesson that emerges from this theory is that to understand communication's potential, one must necessarily start with a serious examination of the societal context in which communication is to operate. That is, before accusing communication of not doing what it could not in fact have done, or of placing undue expectations on its potential, one should carefully examine not only the micro-social environment, but also the relations linking together the communication system with the macro-social system of which it is a part.

En définitive donc, les théories économiques de la modernisation sont liées aux postulats communicationnels sur la grande influence des médias dans les processus, ceux-ci constituant de puissants instruments favorisant l'émergence de la personnalité moderne. C'est cette personnalité moderne qui conduirait inéluctablement au développement. Les théories de la dépendance et leur corollaire en communication, le modèle idéologique pour leur part, voient la communication comme une arme répressive (parmi d'autres d'ailleurs) aux mains des détenteurs du

pouvoir politique, économique et culturel, en vue de l'aliénation des couches exploitées de la population, qui peuvent ainsi accepter le maintien du statu quo fait de relations inégales à leur détriment. Enfin, ceux qui minimisent la portée des médias en particulier et de la communication en général dans le développement, conçoivent celle-ci comme un outil neutre, pouvant être utilisé pour ou contre le développement. Dépendant de la nature de la superstructure institutionnelle, de la politique gouvernementale et des interactions entre les autres facteurs sociaux, économiques et politiques, la communication peut jouer un rôle dans le développement. Mais pour les développementalistes, ce sont les structures sociales qui sont les plus importants facteurs dans toute œuvre de transformation d'une société en vue de la maximisation de son mieux-être.

CONCLUSION

Si l'on peut reconnaître en conclusion avec Siu-nam Lee que ces différentes conceptions de la place de la communication dans ce qu'il est convenu d'appeler « développement » ne se contredisent pas nécessairement, mais représentent des analyses centrées sur différents aspects d'un même phénomène, on doit cependant estimer qu'il est nécessaire de redéfinir ou de reformuler la définition de ce développement. S'agit-il d'améliorer les performances économiques et commerciales d'un pays, de préserver ses grands équilibres monétaires (balances des paiements, excédents ou déficits commerciaux et..) ou de promouvoir le mieux-être des populations sans trop bousculer leurs cultures et leurs réseaux spécifiques de communication et de socialisation? A ces questions, Siu-nam Lee semble répondre par une conception du développement ne présentant aucune originalité par rapport aux théories classiques de celui-ci. Certes, il fait sienne l'idée maintenant largement acceptée selon laquelle « le développement est un processus social participatif et collectif, dont le but est de contribuer à l'amélioration des conditions sociales et matérielles des populations concernées, incluant une plus grande marge de liberté, une meilleure répartition des richesses ainsi que la préservation des autres valeurs sociales positives appréciées des intéressés et qui leur permettent de garder le contrôle de leur environnement tant physique que symbolique ». Toutefois, les conclusions auxquelles il aboutit après l'étude des politiques nationales de communication et de développement au Nigéria, en Guyane, à Singapour et à Hong-Kong, tout réfutant d'éventuelles corrélations entre l'autoritarisme, le journalisme (ou la communication) de développement et une possible croissance économique dans ces pays, semble

privilégier la vision purement économiste du développement. En effet, elle justifie d'une certaine façon les théories de la modernisation en exaltant les performances économiques des deux micro-Etats que sont Singapour et Hong-Kong. A contrario, il insiste très fortement sur la moins bonne tenue économique du Nigéria et de la Guyane, en faisant semblant d'ignorer que le seul dénominateur commun entre ces quatre pays sur le plan historique n'est que la domination coloniale britannique. Autrement, les 100 millions de Nigériens divisés par des barrières tribales, linguistiques, religieuses voire géographiques, réunis artificiellement sur un territoire de près de 1000 fois plus grand que celui de Singapour et Hong-Kong et 4 fois plus grand que celui de la Guyane, n'ont rien de commun avec les 2,5 millions de Singapouriens ou avec les 5,2 millions de personnes, pratiquement toutes d'origine chinoise qui peuplent l'enclave de Hong-Kong. En outre, si ces deux enclaves ont surtout été pratiquement créées de toutes pièces par les Britanniques comme devant servir de porte d'entrée de leurs produits culturels et marchands vers les grands marchés asiatiques (celui de la Chine continentale notamment), le Nigéria ne fut purement et simplement qu'une colonie d'exploitation, qui ne présentait par conséquent aucun intérêt à long terme pour ses maîtres Britanniques. Il en fut de même pour la Guyane, peuplée essentiellement d'anciens esclaves africains et de travailleurs au rabais importés du Portugal, de l'Inde et d'autres possessions britanniques ailleurs dans le monde. Sa principale fonction dans l'Empire de Sa Majesté était de fournir du sucre et des dérivés de ce produit à la métropole. On ne peut par conséquent attendre de tels ensembles, constitués au petit bonheur la chance et regroupant des populations hétérogènes, de déployer les mêmes performances économiques que des points stratégiquement importants qu'étaient Singapour et Hong-Kong pour le capitalisme britannique. D'ailleurs c'est ce capital étranger qui a sans doute été largement mis à profit, au moins au début de ces implantations, pour donner un bon départ à une accumulation endogène dans ces deux enclaves qui étaient et demeurent toujours des têtes de pont de l'impérialisme et du mercantilisme britannique d'abord, international ensuite vers la Chine Populaire.

En définitive, nous pensons avec Téhéranian et Dov Shinar que la meilleure définition du développement est celle qui est fixée ou réalisée par les populations concernées, avec le moins d'interventions extérieures possibles. Pour atteindre des objectifs ainsi déterminés de manière autonome et contingente, ces populations peuvent employer des technologies exogènes de communication, mais en faisant l'effort de les récupérer et de les intégrer dans leurs réseaux anciens de communication, de socialisation et de séduction. C'est ce que Nouthe (1982) appelle « radiolarité » s'agissant de l'utilisation des modalités traditionnelles de

communication à travers des réseaux modernes de radiodiffusion. Ugboajah parle pour sa part dans ce sens et pour toutes formes de communication d' « oramédia », qui sont des modalités communicationnelles prenant en considération la culture, les valeurs et les formes de communication anciennes des personnes (d'Afrique ou d'Asie) qui les produisent et consomment.

Bibliographie

1. Doob, L. W., *Communication in Africa*, Yale University Press, 1961;
2. Lee, P. S-N., *National Communication and Development: A Comparative study of four British Colonies. Nigeria, Guyana, Singapore and Hong-Kong*. Thèse de Ph. D en communication, University of Michigan, 1986;
3. Lohisse, J., *Communications et Sociétés, Essai de Typologie Evolutive*. Edition Galilée, Paris, 1980;
4. Mytton, G., *Mass Communication in Africa*, Editions Edward Arnold, Londres, 1983;
5. Nouthe, F., *La Communication Radiorale, Thèse de Doctorat en Communication Sociale*, Université Catholique de Louvain, Belgique, 1982;
6. Pye, L., (ed) *Communication and Political Development, studies in Political Development*, Princeton University Press, N. J., 1963;
7. Tanjong, E., *Understanding National and International Mass-Media use and effects in a third world setting: Evidence from Nigeria*. Unpublished Ph.D dissertation. University of Wisconsin-Madison, 1986.